

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/405 PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL EN VUE D'ETEINDRE LES CONTENTIEUX LIES A LA DENONCIATION DU BAIL DE L'ETABLISSEMENT BLUE HOT A TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/405

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL EN VUE
D'ETEINDRE LES CONTENTIEUX LIES A LA
DENONCIATION DU BAIL DE L'ETABLISSEMENT BLUE
HOT A TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

VU la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

VU le projet de protocole d'accord transactionnel ci-joint,

CONSIDERANT que des litiges opposent la Métropole à M. MELESI, gérant d'un local commercial sis 14 Rue Baudin à Toulon exerçant sous l'enseigne « Blue Hot » appartenant à la Métropole pour lequel il lui a été délivré congés de ce bail le 29 Avril 2016,

CONSIDERANT que des contentieux sont nés devant les juridictions compétentes concernant l'impossibilité pour lui d'exercer son activité suite à un arrêté de péril qui a frappé le local à savoir une action en responsabilité à l'encontre de TPM, alors propriétaire du dit local, du syndic de l'immeuble, leurs assureurs respectifs ainsi qu'un recours suite à la dénonciation du bail par la Métropole et le montant de l'indemnité d'éviction,

CONSIDERANT que de son côté TPM avait engagé une action en recouvrement des loyers non versés,

CONSIDERANT que la Métropole a été condamnée à verser 132 971,02 € à M. MELESI au titre de l'indemnité d'éviction et qu'elle était susceptible d'être condamnée pour le préjudice trouble lié à la perte du fonds de commerce,

CONSIDERANT que les décisions de condamnations rendues qui avaient sanctionné respectivement le gérant de l'établissement et la Métropole étaient toutes frappées d'appel,

CONSIDERANT que les parties se sont rapprochées pour mettre un terme à ces contentieux qui ont débuté en 2015,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le protocole d'accord transactionnel, ci-joint.

ARTICLE 3

DE VERSER la somme totale de 132 971,02 € à M. MELESI au titre de l'indemnité d'éviction et toute autre indemnité confondue pour solde de tout compte sachant que les sommes avaient été consignées sur le compte CARPA du conseil de la Métropole

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, Métropole dont le siège social est Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON CEDEX, agissant par son Président en exercice Monsieur , domicilié en cette qualité à la même adresse.

Ci-après dénommé TPM

D'une part

ET

Monsieur Jean-Michel MELESI, né le 28 décembre 1956 à CONSTANTINE (Algérie), de nationalité française, exerçant sous l'enseigne BLUE HOT, immatriculé au RCS de TOULON sous le numéro 442 943 924, dont l'établissement est situé 14 rue Baudin à TOULON 83000.

Ci-après dénommé Monsieur MELESI

D'autre part

ET :

Le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier 14 rue Baudin (83300 TOULON), pris en la personne de son syndic en exercice la SAS FONCIA TOULON, SAS immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 308 174 323 dont le siège social est 560 avenue Maréchal Foch, 83200 TOULON, elle-même prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié es qualité audit siège.

Ci-après dénommé "La copropriété"

De troisième part

SA GENERALI IARD, Société anonyme au capital de 59 493 775 € immatriculée au RCS de PARIS sous le n° B 552 062 663 dont le siège social est 2 rue Pillet Will 75009 PARIS (France), prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Ci-après dénommée
"L'assureur de la copropriété"

De quatrième part

La Compagnie d'assurance GAN SA, Société anonyme immatriculée au RCS de PARIS sous le n° 542 063 797 dont le siège social est 8-10 rue d'Astorg Tour GAN 75008 PARIS (France), prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Ci-après dénommée
"L'assureur de Monsieur MELESI"

De cinquième part

Les parties aux présentes ont rappelé que :

• Suivant acte sous seing privé en date du 1er décembre 1996, il a été donné à bail par la SEMTAD (SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE TOULONNAISE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE VILLE), aux droits de laquelle vient TPM, à Monsieur Jean Pierre LELEU, un local commercial sis au rez-de-chaussée d'un immeuble, placé sous le régime juridique de la copropriété, situé 14 rue Baudin à TOULON (83000):

- *d'une superficie approximative de 140 m2*
- *ainsi qu'une cave de 25 m2*
- *et un appartement d'une superficie approximative de 70 m2, relié au local par un escalier intérieur*

Par avenant en date du 21 septembre 2004, le preneur a cédé ledit bail à Monsieur Jean-Michel MELESI exerçant sous l'enseigne "BLUE HOT".

Ledit bail, venu à expiration le 30 novembre 2005, s'est poursuivi par l'effet de la tacite reconduction à compter du 01 décembre 2005 conformément à l'article L.145-9 alinéa 2 du Code de commerce.

Par congé en date du 29 avril 2016, TPM a mis fin au contrat de bail pour le dernier jour du trimestre civil soit pour le 31 décembre 2016

conformément aux dispositions des articles L 145-9 et suivants du code de commerce et a offert le paiement d'une indemnité d'éviction au preneur.

- Ce congé est intervenu dans le contexte suivant :

Le local était destiné exclusivement à l'activité de salle de sport, hammam, sauna et fait partie d'une copropriété située au 14 rue Baudin dans le centre-ville ancien de l'agglomération toulonnaise, centre-ville qui fait l'objet d'une réhabilitation.

Des sinistres multiples ont été déclarés auprès de TPM et notamment un dégât des eaux provenant d'une fuite de l'appartement situé au deuxième étage et entraînant une infiltration (à la fin de l'année 2013) puis (au mois d'avril 2015), un plancher intérieur au premier étage s'est effondré.

Un arrêté de péril a été pris par la commune de TOULON le 6 Février 2015.

Le commerce ne devait plus être exploité à compter de cette date.

- La copropriété a réalisé des travaux, lesquels ont permis la mainlevée de l'arrêté de péril dès le 21 décembre 2015.

Il s'en est suivi une procédure judiciaire devant Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de TOULON statuant en matière de référé diligentée par Monsieur MELESI lequel sollicitait la condamnation de TPM et du syndicat des copropriétaires de l'immeuble 14 rue Baudin, ainsi que de la compagnie d'assurance GENERALI (assureur de la copropriété) et de la compagnie d'assurance GAN (assureur de Monsieur MELESI) à lui verser une indemnisation à titre provisionnel pour les pertes subies aux embellissements du local et l'atteinte portée à son commerce.

Une première ordonnance de référé du 12 janvier 2016 déclarait irrecevables les demandes du preneur lequel a engagé une seconde action en référé devant la même juridiction pour obtenir la désignation d'un expert judiciaire.

Une seconde ordonnance de référé du 19 Avril 2016 ordonnait la désignation d'un expert judiciaire avec pour mission de :

- Décrire l'immeuble objet des désordres
- Vérifier et décrire les désordres affectant les embellissements et aménagements se trouvant dans le local commercial
- En déterminer la cause
- Déterminer les travaux de remise en état, les chiffrer poste par poste et en déterminer la durée
- Etablir un pré rapport descriptif et estimatif au cas où l'autorisation d'effectuer les travaux urgents devrait être requise

- De manière générale donner tous éléments de nature à permettre l'évaluation par la juridiction saisie des préjudices subis par Monsieur MELESI ainsi que des responsabilités encourues

Monsieur MELESI interjetait appel de cette ordonnance le 3 mai 2016 devant la Cour d'appel d'AIX EN PROVENCE.

- A l'occasion des mesures d'expertise TPM s'apercevait que le preneur s'était adjoint certaines activités non autorisées par la destination du bail.
- C'est dans ce contexte que TPM a pris la décision de donner congé à Monsieur MELESI dans la mesure où celui-ci n'exerçait plus d'activité dans le local, en lui offrant une indemnité d'éviction.

Cette indemnité a été chiffrée lors d'une expertise amiable au contradictoire de TPM et de Monsieur MELESI par un expert habituellement désigné par les tribunaux, Madame BAIXE-RIVOLET suivant rapport en date du 26 septembre 2016.

Il a été fait offre de l'indemnité d'éviction chiffrée dans ledit rapport dressé par l'expert Madame Sylvie BAIXE RIVOLET, à la somme principale de 70 000 € représentant la valeur du fonds de commerce, outre une indemnité de emploi à hauteur de 7010 €, soit au total la somme de 77 010 €, laquelle a été valablement consignée auprès de la CARPA de TOULON avec l'accord de Monsieur MELESI, par le conseil de TPM en qualité de séquestre le 17 Janvier 2017.

Le compte séquestre contenant le versement de l'indemnité d'éviction soit 77 010, 00 a été ouvert auprès de la CARPA de TOULON sous le numéro 160005422 .

Par la suite, la Métropole a fait délivrer une assignation en date du 31 octobre 2017 afin de solliciter la condamnation de Monsieur MELESI d'avoir à lui payer les sommes suivantes :

- 29 786,32 euros au titre des loyers commerciaux impayés de février 2015 à décembre 2016 outre 2597,48 euros d'indemnité d'occupation du montant du dernier loyer pour les mois de janvier et février 2017 (1298,74 x 2)
- 252,00 euros au titre de la désinfection du local commercial
- 15 000,00 euros (sauf à parfaire) à titre de dommages et intérêts au titre de la remise en état du local commercial

Le tout avec intérêts au taux légal à compter de la délivrance de l'assignation en paiement en vertu de l'article 1231-7 du code civil, et capitalisation en vertu de l'article 1343-2 du même code.

Par jugement en date du 21 novembre 2019 , le Tribunal de Grande Instance de TOULON à :

CONDAMNE M. Jean-Michel MELESI à payer la somme de 29 786,32 euros au titre des loyers impayés de février 2015 à décembre 2016, outre la somme de 2597,48 euros d'indemnités d'occupation pour les mois de janvier et février 2017, avec intérêts au taux légal à compter de la signification de la présente décision ;

DEBOUTE les parties de leurs autres demandes ;

ORDONNE l'exécution provisoire ;

CONDAMNE M. Jean-Michel MELESI à payer la somme de 1000 euros au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

DIT qu'il pourra être fait application des dispositions de l'article 10 du décret du 08/03/2001 si exécution forcée à défaut de règlement spontané des condamnations prononcées ;

CONDAMNE M. Jean-Michel MELESI à payer les dépens distraits au profit de Me ROLLAND DE RENGERVE ;

Monsieur MELESI a interjeté appel de cette décision et a déposé une requête en rectification d'erreur matérielle.

Le Tribunal de Grande Instance de TOULON saisi de ladite demande devait la rejeter en ces termes :

Attendu que la mention en page 2 du jugement à laquelle M. MELESI se réfère ne concerne aucunement les motifs du jugement, qui sont précisés en page 3, mais une description des faits constants ;

Qu'ainsi, il apparaît que l'indemnité d'éviction de 77 010 euros a été établie sur la base d'un rapport amiable et qu'il ne ressort pas du jugement qu'elle ait été reprise dans le cadre d'une décision de justice devenue définitive ;

Que la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le dispositif de ses conclusions n'y fait pas référence ;

Que M. MELESI, par le biais des conclusions déposées dans le cadre du litige ayant abouti au jugement de ce siège du 21 novembre 2019, R.G. n° 17/05453, a contesté cette somme de 77 010 euros, réclamant la somme de 140 000 euros au titre de l'indemnité d'éviction ;

Attendu que le tribunal l'a débouté de l'intégralité de ses demandes, dont celle au titre de l'indemnité d'éviction ;

Qu'ainsi il n'y a pas matière à rectification d'erreur matérielle.

Monsieur MELESI a également interjeté appel de la décision.

Cette procédure est actuellement pendante devant la Cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro de RG Chambre 3-4 N° RG 19/19230, la procédure concernant l'erreur matérielle étant enregistrée sous le numéro de RG 20/00006.

Seconde procédure au fond :

Dans le cadre de la procédure de référé, l'expert Monsieur Christian VERDET a rendu son rapport définitif le 31 octobre 2017.

Par assignation en date du 14 mai 2019 Monsieur MELESI a fait assigner devant le Tribunal de grande instance de Toulon la société GAN ASSURANCE, la société GENERALI IARD, le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 14 rue Baudin à Toulon et la METROPOLE TPM.

Ce dernier sollicitait la condamnation conjointe et solidaire de la compagnie Gan, de la compagnie GENERALI, du syndicat des copropriétaires et de la METROPOLE TPM à payer à lui payer :

- la somme de 190 000 euros au titre de la perte d'exploitation,
- la somme de 55 252 euros au titre de la perte du contenu du local,
- la somme de 189 456 euros au titre de la perte du fonds de commerce,
- la somme de 12 911,40 euros au titre des dépenses consécutives au sinistre,
- la somme de 224 781,28 euros au titre du trouble de jouissance,
- la somme de 20 000 euros pour résistance abusive,
- Condamner la Compagnie d'assurances GAN, la Compagnie d'assurances GENERALI IARD, le Syndicat des copropriétaires 14 rue Baudin et TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à payer chacun à Monsieur MELESI la somme de 3.000 euros en application de l'article 700 du Code de procédure civile,
- Ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel et sans caution, de la décision à intervenir,
- Dire que, conformément aux dispositions de l'article 699 du Code de procédure civile, Maître Johanna REBHUN pourra recouvrer directement les frais dont il a fait l'avance sans avoir reçu provision.

Suivant jugement en date du 14 mars 2022 le tribunal judiciaire de Toulon a :

REJETTE l'exception de nullité de l'assignation introductive d'instance.

DECLARE recevable l'action de Monsieur Jean-Michel MELESI.

CONDAMNE l'établissement TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, établissement public, à payer à Monsieur Jean-Michel MELESI les sommes suivantes en réparation de ses préjudices :

- 16.800 euros au titre de la perte d'exploitation de son local commercial,
- 70.140 euros au titre de la perte du fonds de commerce,
- 7.777,94 euros au titre des dépenses consécutives au sinistre,
- 29.786,32 euros au titre du préjudice de jouissance de son bien.

DEBOUTE Monsieur Jean-Michel MELESI de sa demande en paiement au titre du préjudice relatif à la perte du contenu du local.

DEBOUTE Monsieur Jean-Michel MELESI de sa demande en paiement au titre de la résistance abusive.

DEBOUTE le syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé 14 rue Baudin à TOULON, pris en la personne de son Syndic en exercice, FONCIA TOULON SAS, de sa demande reconventionnelle en paiement des travaux de réfection.

DEBOUTE le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 14 rue Baudin à TOULON, pris en la personne de son Syndic en exercice, FONCIA TOULON SAS, de sa demande reconventionnelle au titre de l'abus du droit d'ester en justice.

CONDAMNE l'établissement TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, établissement public aux entiers dépens, avec distraction directe au profit de Maître Johanna REBHUN, du cabinet GARRY et ASSOCIES et, de Maître Corinne TOMAS-BEZER.

CONDAMNE l'établissement TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, établissement public à payer à Monsieur Jean-Michel MELESI la somme de 2.500 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

DEBOUTE le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 14 rue Baudin à TOULON, pris en la personne de son Syndic en exercice, FONCIA TOULON SAS, la SA GAN ASSURANCES et la SA GENERALI IARD de leurs demandes au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

ORDONNE l'exécution provisoire.

La métropole Toulon Provence Méditerranée a interjeté appel de ladite décision suivant déclaration en date du 19 avril 2022.

Cette procédure est actuellement pendante devant la Cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro de RG N°22/05756.

Ceci exposé les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

PREAMBULE

- Monsieur MELESI souhaite percevoir une indemnité forfaitaire et définitive pour l'ensemble des troubles invoqués sans attendre l'issue des procédures énoncées plus haut.
- La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE souhaite mettre fin aux procédures énoncées ci-dessus afin de mettre un terme au litige en versant une indemnité compatible avec les sommes chiffrées par l'expert amiable et tenant compte des décisions rendues en première instance et du non-encaissement du loyer commercial.
- Les assureurs de la copropriété et de Monsieur Jean-Michel MELESI ont pris note de la nécessité de mettre un terme au litige et d'éviter toute aggravation éventuelle des préjudices invoqués.

ARTICLE 1 :

La METROPOLE TPM et Monsieur Jean-Michel MELESI s'accordent sur le montant de l'indemnité d'éviction et de toute autre indemnité confondue concernant la perte du fonds de commerce et des embellissements ou autres installations en lien avec le local commercial et les procédures ci-dessus énoncées, et ce de manière à être totalement et définitivement indemnisé ainsi qu'il suit :

La Métropole libèrera au profit de Monsieur Jean-Michel MELESI qui l'accepte, la somme de totale de :

-132 971.02 euros (CENT TRENTE DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE EUROS ET DEUX CENTIMES).

Et ce pour solde de tout compte aux fins d'indemnisation totale et forfaitaire en exécution de l'ensemble faits et décisions rendues et figurant dans le rappel du litige ci-dessus énoncé.

Cette somme sera déposée sur un ou plusieurs comptes CARPA (étant rappelé que la somme de 77 010, 00 est déjà séquestré sur le compte ouvert auprès de la CARPA de TOULON sous le numéro 160005422).

De convention expresse, à défaut de quoi les parties n'auraient pas signé le présent accord, il est prévu que la libération des fonds séquestrés au profit de Monsieur MELESI interviendra dès signature de la présente convention par l'ensemble des parties signataires.

A cette fin Monsieur MELESI donne ordre irrévocable de virer la somme de 77 010 euros (SOIXANTE DIX SEPT MILLE DIX EUROS) séquestrée sur le compte précité à son profit, ainsi que le solde de l'indemnité à lui revenir soit 55 961,02 euros (CINQUANTE CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UN EUROS ET DEUX CENTIMES), sur le compte lui appartenant suivant RIB ci-après :

- RIB Monsieur MELESI

ARTICLE 2 :

Monsieur MELESI, reconnaît être totalement indemnisé et rempli dans ses droits de tout trouble ou préjudice commercial et de ses conséquences, de tout trouble ou préjudice lié à la perte de son fonds de commerce et ses conséquences, de tout trouble ou préjudice liés aux embellissements apportés au local et commercial et ses conséquences, de tout trouble de jouissance et ses conséquences, ainsi que de tout trouble ou préjudices de quelques nature que ce soit en lien avec les faits sus évoqués, par la compensation obtenue et par la perception des indemnités précitées.

ARTICLE 3 :

La METROPOLE TOULON MEDITERRANNEE, la copropriété, l'assureur de la copropriété et l'assureur de Monsieur MELESI, acceptent la présente transaction et s'engagent irrévocablement et définitivement, pour eux-mêmes, leurs ayants droit, ayant cause, à renoncer à toute action directe ou indirecte, à l'encontre de Monsieur MELESI, de quelque nature qu'elle soit et sur quelque fondement qu'elle soit ayant trait aux faits sus évoqués.

Ils reconnaissent que Monsieur Jean-Michel MELESI a été indemnisé définitivement et forfaitairement moyennant l'indemnité déterminée librement entre les parties et renoncent à toute action ou contestation et à toute somme en lien avec les faits et procédures ci-dessus énoncés.

ARTICLE 4 :

Dès signature du présent protocole par l'ensemble des parties et libération totale et complète par la METROPOLE TPM au profit de Monsieur Jean-Michel MELESI de la somme de 132 971.02 euros (CENT TRENTE DEUX MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE EUROS ET DEUX CENTIMES), il sera mis fin définitivement au litige entre les parties.

En contrepartie les signataires renonceront pour eux-mêmes et leurs ayants-droits à l'exécution des décisions rendues en première instance et se désisteront de toute instance et action en cours ainsi que des appels interjetés, renonçant à introduire quelque action ou recours direct ou indirect, de quelque nature qu'il soit, et sur quelque fondement qu'il soit (Civil, administratif, pénal etc...) ayant trait aux faits évoqués ci-dessus envers les signataires du présent protocole au titre du présent litige, souhaitant mettre fin à tout contentieux né ou à naître en lien avec les éléments de fait et de droit, ci-dessus rappelé.

ARTICLE 5 :

L'ensemble des parties conservera à sa charges les frais irrépétibles et dépens, débours de toute nature en lien avec les faits et procédures ci-dessus exposés.

ARTICLE 6 : Acceptation de la transaction et affirmation de sincérité

L'ensemble des parties reconnaissent sincères et véritables les mentions et clauses du présent protocole et acceptent celles-ci sans réserves ni conditions le présent accord, librement négocié entre les parties lequel vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et notamment l'article 2052 selon lequel :

« Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion. ».

Compte tenu de leurs concessions réciproques faites aux termes du Protocole et à titre d'accord final et irrévocable, Les parties reconnaissent en contrepartie de la bonne exécution de ce dernier que plus aucune contestation ne les oppose et qu'elles ont mis fin à leurs différends.

Fait en sept exemplaires à TOULON,

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le

Monsieur Jean-Michel MELESI, le

L'assureur de Jean-Michel Monsieur MELESI, le GAN, le

La Copropriété, son syndic, le

L'assureur de la copropriété, GENERALI IARD, le